

La participation de la population au marché du travail, en particulier celle des femmes, constitue un enjeu majeur du développement humain. Selon le dernier rapport sur le développement humain 2014, le Maroc se classe, à la 129<sup>e</sup> position (0,617) mondiale avec une légère avancée par rapport au dernier classement. Si l'on considère, la situation des femmes, le Maroc se positionne à la 92<sup>ème</sup> place sur l'indice de l'inégalité de genre avec un indice de 0,460, reculant ainsi par rapport à l'indice précédent (0,444). Ce taux reste faible par rapport à des pays de développement comparables tels que, la Tunisie (48<sup>ème</sup> place avec un indice de 0,265). Ce faible indice du Maroc relève de nombreux facteurs, tels que la faible participation des femmes à la vie politique, aux faibles taux de scolarisation et surtout à la position des femmes sur le marché du travail.

Au Maroc la participation sur le marché du travail officiel tend à régresser notamment pour les femmes et les jeunes. En revanche, l'emploi dans le secteur informel, tend à connaître une expansion certaine, puisqu'il occupe 37,9,0% à l'emploi non agricole. L'objet de cette communication est d'analyser les déterminants de l'emploi dans le secteur informel et le contexte dans lequel il s'est développé. Une attention particulière sera accordée à la position des femmes. Au-delà de son hétérogénéité, ces déterminants relèvent de plusieurs facteurs en interaction :

1) l'urbanisation, de la migration campagne-ville : à l'instar de nombre de pays en développement, un des faits remarquables des deux dernières décennies est l'accroissement sans précédent de la population urbaine. la migration de la campagne vers la ville et a été sans précédent à partir du milieu des années 1970. Le taux d'urbanisation est passé de 29,3% en 1960 à 55,1% en 2004, avec en 1994 un renversement de tendance qui fait que la population marocaine est devenue à dominance urbaine.

2) *Les politiques de développement mises en œuvre.* La multiplication de statuts d'emploi informels est à mettre en relation avec la faiblesse de la salarisation dont l'origine est à rechercher dans les modes de développement, issue dès la période coloniale et de ceux qui lui a succédé jusqu'à, nos jours. il s'agit notamment des modes d'industrialisation par substitution d'importation, de l'industrie d'exportation faiblement créateur d'emplois.

**3) La montée de la pauvreté.** Au Maroc, les études (BM et DS 2001, B.M.1993, HCP 2010) révèlent qu'entre 1991 et 1998, la pauvreté absolue et la pauvreté relative ont progressé de 7% à 10% pour la première et de 14,6% à 19% pour la seconde. Selon le HCP ce taux a baissé entre 2001 et 2007, passant de 15% à environ 9% et représentant environ 2,7million de personnes. Cependant, 17,5% de la population se situe juste au dessus de la ligne de pauvreté, ce qui signifie que près de 8 millions de personnes sont soit des pauvres absolus soit en mesure d'y tomber. La pauvreté affecte davantage les femmes, en raison des disparités de statut au sein de l'emploi, de sécurité de l'emploi, de salaires et d'éducation.

**4) La situation du système éducatif :** En dépit des progrès accomplis en matière de taux de scolarisation, l'accès et la rétention à l'école demeurent problématiques mettant sur le marché du travail de plus en plus d'enfants et de jeunes. Le Maroc accuse des déficits importants en la matière et connaît des taux de redoublement comparables voire supérieurs à des pays comme le Burkina Faso, le Sénégal.

**5) Le Programme d'ajustement structurel, le post ajustement et la mondialisation:** La récession des années quatre-vingt et la phase d'ajustement qui l'a suivie ont contribué à accélérer le phénomène de l'informalisation du marché du travail d'une manière directe et indirecte, suite à la compression des effectifs du secteur formel moderne, du gel ou de la réduction des salaires et des mesures visant à réduire le déficit par la compression de la demande globale etc

**6) La faiblesse de l'Etat Providence.** Compte tenu de la faible prise en charge par l'Etat des besoins sociaux (logement, formation...), les activités informelles sont appelées à se substituer à l'Etat dans cette fonction.

Ces déterminants ont des conséquences sur le fonctionnement du marché de travail par son informalisation et en particulier sur la place des femmes sur celui-ci. Pour ce faire, plusieurs indicateurs seront questionnés : Les taux d'activité, le sur-chômage, les formes d'emploi qui se développent : auto-emploi et travail indépendant, aides familiales, apprentis ..., la concentration des femmes dans certaines branches et secteurs. Enfin, au Maroc, les politiques de développement marginalisent les activités informelles. Il n'existe pas réellement de promotion de ce secteur.

**Cadre théorique, données et méthode de recherche.**

Nous nous situons dans le cadre théorique du développement humain, selon lequel le développement ne se réduit pas à la croissance économique. Le développement est pluridimensionnel. Il intègre la dimension économique, mais aussi politique et sociale et remet en question la préoccupation exclusive pour la croissance. Le développement humain est le processus selon lequel le plus d'opportunités sont offertes aux personnes. Elle met l'accent sur des questions liées à la distribution, aux besoins et à l'équité, à savoir les dimensions sociales et politiques du développement, la relation entre développement et droits économiques et sociaux et la satisfaction des besoins de base.

**Données mobilisées.** Il s'agit d'enquêtes de terrain menées par l'auteure depuis plus de 20 années de recherches sur le secteur et l'emploi informel au Maroc. D'autres données émanent des statistiques du Haut Commissariat au Plan(HCP) et de sources administratives. La méthode de recherche se veut pluridisciplinaire. Seront mobilisés, des outils multiples pour comprendre les déterminants de l'emploi informel: Il s'agit de sources à la fois économiques et sociologiques, à côté des séries statistiques.

### **Résultats attendus**

**Il s'agit de tenir compte, des déterminants du marché du travail informel dans les politiques de réformes.** Plus précisément, l'analyse menée suggère la nécessité de reconsidérer le modèle actuel de développement et de réarticuler la relation population et développement. Il s'agit d'intégrer les dimensions économiques et non économiques tels que le rôle des institutions, des logiques familiales, de groupes et des acteurs dans les politiques de développement et dans le fonctionnement du marché du travail. Elle suggère une ouverture vers de nouvelles perspectives quant à la manière de poser le lien entre, développement